




Informations de base	
<p>2023/0379(COD)</p> <p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement</p>	Procédure terminée
<p>Champ d'application des règles applicables aux indices de référence, utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines exigences en matière de signalement</p> <p>Modification Règlement 2016/1011 2013/0314(COD)</p> <p>Subject</p> <p>2.50.03 Marchés financiers, bourse, OPCVM, investissements, valeurs mobilières 2.50.04 Banques et crédit 2.50.08 Services financiers, information financière et contrôle des comptes 2.50.10 Surveillance financière 2.80 Coopération et simplification administratives 4.60.06 Intérêts économiques et juridiques du consommateur</p>	



Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	ECON Affaires économiques et monétaires		FERNÁNDEZ Jonás (S&D)	12/09/2024
	Commission au fond précédente		Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination
	ECON Affaires économiques et monétaires		FERNÁNDEZ Jonás (S&D)	25/10/2023
	Commission pour avis précédente		Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination
	ENVI Environnement, climat et sécurité alimentaire		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	ITRE Industrie, recherche et énergie		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	JURI Affaires juridiques		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	

Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunions	Date
	Agriculture et pêche	4088	2025-03-24
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire
	Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux		MCGUINNESS Mairead
Comité économique et social européen			

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
17/10/2023	Publication de la proposition législative	COM(2023)0660 	Résumé
11/12/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
04/03/2024	Vote en commission, 1ère lecture		
07/03/2024	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A9-0076/2024	Résumé
24/04/2024	Décision du Parlement, 1ère lecture	T9-0357/2024	Résumé
24/04/2024	Résultat du vote au parlement		
21/10/2024	Ouverture des négociations interinstitutionnelles après 1ère lecture par la commission parlementaire		
13/11/2024	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
13/11/2024	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 72)		
16/01/2025	Approbation en commission du texte accordé aux négociations interinstitutionnelles en 2ème lecture précoce	PE767.863 PE767.950	
27/03/2025	Publication de la position du Conseil	05123/1/2025	Résumé
03/04/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 2ème lecture		
08/04/2025	Vote en commission, 2ème lecture		
10/04/2025	Dépôt de la recommandation de la commission, 2ème lecture	A10-0060/2025	
06/05/2025	Décision du Parlement, 2ème lecture	T10-0071/2025	Résumé
06/05/2025	Résultat du vote au parlement		
07/05/2025	Signature de l'acte final		
19/05/2025	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2023/0379(COD)

Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Modification Règlement 2016/1011 2013/0314(COD)
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 114
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ECON/10/01022

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE757.977	11/01/2024	
Amendements déposés en commission		PE758.780	01/02/2024	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A9-0076/2024	07/03/2024	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T9-0357/2024	24/04/2024	Résumé
Texte convenu lors de négociations interinstitutionnelles		PE767.863	07/01/2025	
Lettre de la commission parlementaire confirmant l'accord interinstitutionnel		PE767.950	17/01/2025	
Projet de rapport de la commission		PE772.074	03/04/2025	
Recommandation déposée de la commission, 2e lecture		A10-0060/2025	10/04/2025	
Texte adopté du Parlement, 2ème lecture		T10-0071/2025	06/05/2025	Résumé
Conseil de l'Union				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Position du Conseil		05123/1/2025	27/03/2025	Résumé
Projet d'acte final		00012/2025/LEX	28/04/2025	
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif		COM(2023)0660	17/10/2023	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(2024)394	08/08/2024	
Communication de la Commission sur la position du Conseil		COM(2025)0155	28/03/2025	
Parlements nationaux				

Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	IT_CHAMBER	COM(2023)0660	16/02/2024	

Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES5424/2023	14/02/2024	

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	03/12/2024	Association Française de la Gestion financière
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	26/11/2024	AMUNDI AM
LÓPEZ-ISTÚRIZ WHITE Antonio	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	19/11/2024	Bolsas y Mercados Españoles
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	14/11/2024	Morningstar, Inc
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	16/10/2024	London Stock Exchange Group
LÓPEZ-ISTÚRIZ WHITE Antonio	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	08/10/2024	MSCI Limited
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	08/10/2024	Index Industry Association
LÓPEZ-ISTÚRIZ WHITE Antonio	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	07/10/2024	ISDA
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	07/10/2024	MSCI Limited
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	03/10/2024	Index Industry Association
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	02/10/2024	Citigroup Inc.
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	01/10/2024	International Swaps and Derivatives Association
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	12/09/2024	The European Association of Corporate Treasurers
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	11/09/2024	S&P Global
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	29/08/2024	Association Française de la Gestion financière

ROOKMAKER Dorien	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	10/04/2024	Intercontinental Exchange, Inc.
ROOKMAKER Dorien	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	09/04/2024	S&P Global
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	12/02/2024	General Index Ltd.
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	31/01/2024	NASDAQ
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	24/01/2024	Deutsche Börse AG
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	24/01/2024	European Fund and Asset Management Association
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	23/01/2024	Deutsche Börse AG
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	23/01/2024	UNESPA
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	22/01/2024	S&P Global
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	22/01/2024	Euronext
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	22/01/2024	Federation of European Securities Exchanges
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	19/01/2024	Intercontinental Exchange, Inc.
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	17/01/2024	Index Industry Association
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	17/01/2024	Association Française de la Gestion financière
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	17/01/2024	Afore Consulting Argus Media Ltd
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	16/01/2024	Intercontinental Exchange, Inc.
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	16/01/2024	AMUNDI AM
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	19/12/2023	MSCI Limited
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	19/12/2023	Euronext
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	19/12/2023	MSCI Limited
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	18/12/2023	Bloomberg L.P.
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	07/12/2023	London Stock Exchange Group
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	04/12/2023	Comisión Nacional Mercado Valores (CNMV)
FERNÁNDEZ Jonás	Rapporteur(e)	ECON	04/12/2023	CNMV
BOYER Gilles	Rapporteur(e) fictif/fictive	ECON	29/11/2023	Fleishman-Hillard

Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
FERBER Markus	23/02/2024	ISDA

Acte final

Champ d'application des règles applicables aux indices de référence, utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines exigences en matière de signalement

2023/0379(COD) - 07/03/2024 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté le rapport de Jonás FERNÁNDEZ (S&D, ES) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2016/1011 en ce qui concerne le champ d'application des règles relatives aux indices de référence, l'utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines obligations de déclaration.

La commission compétente a recommandé que la position du Parlement européen arrêtée en première lecture conformément à la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit:

Exigences applicables aux administrateurs d'indices de référence significatifs

Le rapport souligne qu'afin de garantir que les administrateurs d'indices de référence disposent de suffisamment de temps pour s'adapter aux exigences applicables aux indices de référence significatifs, ils ne devraient être soumis à ces exigences qu'à partir de 60 jours ouvrables à compter de la date à laquelle ils ont soumis une telle notification. En outre, les administrateurs d'indices de référence devraient fournir aux autorités compétentes concernées ou à l'AEMF, sur demande, toutes les informations nécessaires pour évaluer l'utilisation globale de l'indice de référence dans l'Union.

Autorités compétentes

Le texte modifié précise que l'AEMF doit être l'autorité compétente pour :

- les administrateurs des indices de référence critiques ;
- les administrateurs des indices de référence ;
- les administrateurs des indices de référence significatifs dans l'Union ;
- les administrateurs avalisant les indices de référence fournis par un pays tiers ;
- les administrateurs des critères de référence de l'UE pour la transition climatique et des critères de référence de l'UE alignés sur l'accord de Paris.

Révision

D'ici au 31 décembre 2028, la Commission devrait présenter un rapport, sur la base des contributions de l'AEMF, évaluant la disponibilité **des indices de référence ESG** sur les marchés européens et mondiaux et leur adoption par le marché, analysant s'ils seraient considérés comme des indices de référence significatifs, et étudiant les coûts et les effets sur la disponibilité du marché et la nature évolutive des indicateurs durables et des méthodes utilisées pour les mesurer.

En outre, le rapport devrait évaluer la nécessité de **réglementer les indices de référence qui font des déclarations liées à l'ESG**, dans le but de maintenir un niveau adéquat de protection des utilisateurs de ces indices de référence ainsi qu'un niveau élevé de transparence, de réduire le risque d'écoblanchiment et d'assurer la cohérence avec d'autres textes législatifs de l'UE sur les exigences en matière de divulgation d'informations sur le développement durable. Ce rapport devrait être accompagné d'une analyse d'impact et, le cas échéant, d'une proposition législative.

Dispositions transitoires

Afin d'assurer une transition sans heurts vers l'application des règles introduites en vertu du présent règlement, les administrateurs précédemment supervisés en vertu du règlement (UE) 2019/2089 devraient conserver les enregistrements, autorisations, reconnaissances ou avals existants pendant neuf mois après l'entrée en application du présent règlement modificatif.

Ce délai vise à donner aux autorités compétentes et à l'AEMF suffisamment de temps pour décider si l'un des administrateurs précédemment supervisés doit être désigné conformément au présent règlement modificatif. En cas de désignation, les administrateurs précédemment agréés, enregistrés, approuvés ou reconnus, ou les administrateurs qui ont volontairement opté pour le présent règlement, devraient être autorisés à conserver leur statut antérieur sans avoir à présenter une nouvelle demande. Les administrateurs d'indices de référence significatifs devraient, en tout état de cause, être autorisés à conserver leur statut d'administrateurs d'indices de référence agréés, enregistrés, approuvés ou reconnus.

Champ d'application des règles applicables aux indices de référence, utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines exigences en matière de signalement

2023/0379(COD) - 24/04/2024 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 530 voix pour, 36 contre et 14 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2016/1011 en ce qui concerne le champ d'application des règles applicables aux indices de référence, l'utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines obligations d'information.

La position du Parlement européen arrêtée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit:

Indices de référence «accord de Paris» de l'Union et indices de référence «transition climatique» de l'Union

Il est précisé que les administrateurs qui ne figurent pas au registre de l'AEMF ne fournissent ou n'avalisent pas d'indices de référence «transition climatique» de l'Union ni d'indices de référence «accord de Paris» de l'Union. Les administrateurs doivent utiliser l'acronyme «EU CTB» pour les indices de référence «transition climatique» de l'Union et «EU PAB» pour les indices de référence «accord de Paris» de l'Union.

Les administrateurs situés dans l'Union qui fournissent des indices de référence d'importance significative établis sur la base de la valeur d'un ou de plusieurs actifs ou prix sous-jacents doivent s'efforcer de fournir un ou plusieurs indices de référence «transition climatique» de l'Union et indices de référence «accord de Paris» de l'Union.

Indices de référence d'importance significative

Le texte stipule qu'un indice de référence qui n'est pas un indice de référence d'importance critique est d'importance significative lorsque l'indice de référence est utilisé directement ou indirectement dans une combinaison d'indices de référence dans l'Union comme référence pour des instruments ou des contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement d'une valeur moyenne totale d'au moins 50 milliards d'euros sur la base des caractéristiques de l'indice de référence, y compris:

- l'éventail complet des maturités ou des durées de l'indice de référence, le cas échéant, sur une période de six mois;
- toutes les monnaies ou autres unités de mesure de l'indice de référence, le cas échéant, sur une période de six mois; et
- toutes les méthodes de calcul du rendement, le cas échéant, sur une période de six mois.

Un administrateur devra adresser immédiatement une notification à l'AEMF et, s'il est domicilié dans un État membre, à l'autorité compétente de cet État membre lorsqu'un ou plusieurs de ses indices de référence dépassent le seuil susvisé.

Les administrateurs d'indices de référence qui ne remplissent pas les conditions requises pour être considérés comme des indices de référence d'importance critique, des indices de référence d'importance significative, des indices de référence de matières premières relevant de l'annexe II, des indices de référence «transition climatique» de l'Union ou des indices de référence «accord de Paris» de l'Union pourront demander l'accès au registre au moyen d'un agrément, d'un enregistrement, d'une reconnaissance ou d'un aval.

Exigences applicables aux administrateurs d'indices de référence significatifs

Le texte amendé souligne qu'afin de garantir que les administrateurs d'indices de référence disposent de suffisamment de temps pour s'adapter aux exigences applicables aux indices de référence significatifs, ils ne devraient être soumis à ces exigences qu'à partir de **60 jours ouvrables** à compter de la date à laquelle ils ont soumis une telle notification. En outre, les administrateurs d'indices de référence devraient fournir aux autorités compétentes concernées ou à l'AEMF, sur demande, toutes les informations nécessaires pour évaluer l'utilisation globale de l'indice de référence dans l'Union.

Aval d'indices de référence fournis dans un pays tiers

Un administrateur situé dans l'Union et agréé ou enregistré conformément au règlement ayant un rôle clair et bien défini au sein du cadre de contrôle ou de responsabilité de l'administrateur situé dans un pays tiers, qui est en mesure de contrôler efficacement la fourniture d'un indice de référence pourra demander à l'AEMF d'avaliser un indice de référence ou une famille d'indices de référence fournis dans un pays tiers en vue de leur utilisation dans l'Union, pour autant que certaines conditions soient remplies. Dans un délai de 90 jours ouvrables à compter de la réception de la demande d'aval, l'AEMF devra examiner la demande et adopter soit une décision autorisant l'aval, soit une décision de rejet.

Registre public

L'AEMF devra créer et gérer un registre public contenant les informations telles que l'identité, y compris, si disponible, l'identifiant d'entité juridique (IEJ) des administrateurs agréés ou enregistrés et des autorités compétentes responsables de la surveillance.

Révision

D'ici au 31 décembre 2028, la Commission devra présenter un rapport, sur la base des contributions de l'AEMF, évaluant la disponibilité des indices de référence ESG sur les marchés européens et mondiaux et leur adoption par le marché, analysant s'ils seraient considérés comme des indices de référence significatifs, et étudiant les coûts et les effets sur la disponibilité du marché et la nature évolutive des indicateurs durables et des méthodes utilisées pour les mesurer.

En outre, le rapport devra évaluer la nécessité de réglementer les indices de référence contenant des allégations liées aux ESG pour protéger les utilisateurs de ces indices de référence et maintenir un niveau élevé de transparence, réduire le risque d'écoblanchiment et assurer la cohérence avec d'autres actes législatifs de l'Union relatifs aux exigences en matière d'information sur le développement durable. Ce rapport devra être accompagné d'une analyse d'impact et, le cas échéant, d'une proposition législative.

Dispositions transitoires

Afin d'assurer une transition sans heurts vers l'application des règles introduites en vertu du présent règlement, les administrateurs précédemment supervisés en vertu du règlement (UE) 2019/2089 pourront conserver les enregistrements, autorisations, reconnaissances ou avals existants pendant neuf mois après l'entrée en application du présent règlement modificatif.

Ce délai vise à donner aux autorités compétentes et à l'AEMF suffisamment de temps pour décider si l'un des administrateurs précédemment supervisés doit être désigné conformément au présent règlement modificatif. En cas de désignation, les administrateurs précédemment agréés, enregistrés, approuvés ou reconnus, ou les administrateurs qui ont volontairement opté pour le présent règlement, seront autorisés à conserver leur statut antérieur sans avoir à présenter une nouvelle demande. Les administrateurs d'indices de référence significatifs devront, en tout état de cause, être autorisés à conserver leur statut d'administrateurs d'indices de référence agréés, enregistrés, approuvés ou reconnus.

Champ d'application des règles applicables aux indices de référence, utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines exigences en matière de signalement

2023/0379(COD) - 06/05/2025 - Texte adopté du Parlement, 2ème lecture

Le Parlement européen a adopté une résolution législative **approuvant** sans la modifier la position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2016/1011 en ce qui concerne le champ d'application des règles applicables aux indices de référence, l'utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines obligations d'information.

L'objectif général du règlement proposé est d'alléger la charge réglementaire pesant sur les administrateurs d'indices de référence qui ne sont pas importants sur le plan économique dans l'UE en les excluant du champ d'application du règlement sur les indices de référence et en réduisant sensiblement le nombre d'administrateurs d'indices de référence soumis à ses exigences. En outre, la proposition vise à mettre en place un cadre simplifié pour les indices de référence de pays tiers dans l'UE.

La position du Conseil :

- introduit certaines modifications concernant les indices de référence d'importance significative. Outre le seuil de 50 milliards d'EUR, des critères qualitatifs ont été introduits pour déterminer les indices de référence d'importance significative. La Commission i) pourra adopter un acte délégué afin de préciser la méthode de calcul du seuil de 50 milliards d'EUR et de fixer des critères clairs pour évaluer l'utilisation des indices de référence; ii) sera tenue d'examiner l'adéquation de ce seuil dans un délai de trois ans et de rendre compte de ses conclusions au Parlement européen et au Conseil;
- introduit un mécanisme spécifique autorisant la poursuite de l'utilisation d'un indice de référence à la suite de la publication d'une communication au public qui interdirait normalement son utilisation. L'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) ou l'autorité compétente pourra autoriser l'utilisation d'un tel indice de référence pour une période de six à vingt-quatre mois après la publication de la communication au public;
- apporte des modifications au traitement réglementaire des indices de référence de matières premières afin de mieux tenir compte de leurs caractéristiques spécifiques et de garantir une charge réglementaire proportionnée;
- maintient l'exemption des indices de référence de taux de change au comptant et habilite la Commission à désigner, au moyen d'actes d'exécution, certains indices de référence de taux de change comme étant exemptés;
- autorise les administrateurs qui seraient exclus du champ d'application du règlement à choisir d'appliquer à titre volontaire les règles («opt-in») sous certaines conditions;
- introduit l'obligation, pour les administrateurs des indices de référence «transition climatique» de l'Union et des indices de référence «accord de Paris» de l'Union, de disposer d'un enregistrement, d'un agrément, d'une reconnaissance ou d'un aval afin d'éviter les allégations ESG trompeuses;
- étend les pouvoirs de surveillance de l'AEMF sur les administrateurs d'indices de référence de pays tiers actifs dans l'UE. En outre, l'AEMF devient la seule autorité de surveillance de ces administrateurs.

Champ d'application des règles applicables aux indices de référence, utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines exigences en matière de signalement

2023/0379(COD) - 17/10/2023 - Document de base législatif

OBJECTIF : rationaliser les règles relatives aux critères de référence et à certaines exigences en matière de rapports.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : cette proposition fait partie d'un ensemble de mesures visant à **rationaliser les obligations d'information**. Elle vise à rationaliser l'autorisation et l'enregistrement et à alléger la charge qui pèse sur les entreprises de l'UE, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME). Le cadre réglementaire qui s'applique à ces entreprises est complexe. Différentes règles et exigences en matière de rapports s'appliquent en fonction du type de référence qu'elles fournissent.

Le règlement (UE) 2016/1011 (le règlement sur les indices de référence ou BMR) vise à répondre aux préoccupations concernant l'exactitude et l'intégrité des indices de référence, indépendamment de la taille et de la nature systémique de ces indices. En vertu de ce règlement, tous les administrateurs d'indices de référence, indépendamment de la pertinence systémique de ces indices ou de la quantité d'instruments financiers ou de contrats qui utilisent ces indices comme taux de référence ou comme indices de performance, doivent se conformer à plusieurs exigences très détaillées, notamment en ce qui concerne leur organisation, la gouvernance et les conflits d'intérêts, les fonctions de surveillance, les données d'entrée, les codes de conduite, le signalement des infractions, ainsi que les informations méthodologiques et les déclarations relatives à l'indice de référence.

Ces exigences très détaillées ont fait peser une charge réglementaire disproportionnée sur les administrateurs des petits indices de référence dans l'Union compte tenu des objectifs du règlement (UE) 2016/1011, à savoir préserver la stabilité financière et éviter les conséquences économiques négatives qui résultent du manque de fiabilité des indices de référence. Il est donc nécessaire de **réduire cette charge réglementaire en se concentrant sur les indices de référence qui présentent la plus grande pertinence économique pour le marché de l'Union**, c'est-à-dire les indices de référence significatifs et d'importance critique et sur les indices de référence qui contribuent à la promotion des politiques clés de l'Union, c'est-à-dire les indices de référence relatifs à la transition climatique de l'UE et les indices de référence alignés sur l'accord de Paris.

CONTENU : la présente proposition vise à réexaminer le champ d'application du règlement sur les indices de référence et à remédier à ses lacunes, ainsi qu'à apporter des améliorations ciblées à son fonctionnement.

Principales modifications apportées au règlement sur les indices de référence

La proposition définit le type d'indices de référence auxquels s'appliquent des titres spécifiques du règlement (UE) 2016/1011. Il s'agit des indices de référence d'importance critique, des indices de référence significatifs, des indices alignés sur l'UE et des indices de référence en matière de transition climatique. Les administrateurs d'indices de référence qui ne sont pas considérés comme d'importance critique conformément au règlement entrent dans le champ d'application dès lors qu'ils proposent un ou plusieurs indices de référence désignés comme significatifs. Les indices de référence non significatifs ne seront donc plus tenus d'appliquer les exigences prévues aux titres II (Intégrité et fiabilité des indices de référence), III (Exigences relatives aux différents types d'indices de référence), IV (Transparence et protection des consommateurs) et VI (Autorisation, enregistrement et surveillance des administrateurs).

La définition de ce qui constitue un indice de référence significatif est modifiée.

Critères de référence de l'UE alignés sur l'accord de Paris et critères de référence de l'UE pour la transition climatique

Un nouveau paragraphe est ajouté afin d'assurer une supervision efficace. Les administrateurs d'indices de référence de l'UE alignés sur l'accord de Paris ou d'indices de référence de l'UE pour la transition climatique restent dans le champ d'application du BMR, quelle que soit leur importance, sous réserve qu'ils obtiennent une autorisation ou un enregistrement dans l'UE.

Critères de référence significatifs

La proposition prévoit des mesures pour déterminer si un indice de référence est significatif sur la base d'un simple seuil numérique, c'est-à-dire si ces indices de référence sont utilisés comme référence pour des actifs dont la valeur cumulée **dépasse 50 milliards d'euros**.

Elle prévoit également l'obligation, pour tous les administrateurs d'indices de référence utilisés par des entités contrôlées dans l'UE, de **notifier à la Commission** le dépassement d'un seuil d'utilisation de 50 milliards d'euros pour un ou plusieurs des indices de référence qu'ils gèrent. Cette obligation s'applique à un administrateur situé dans l'Union et à un administrateur situé dans un pays tiers.

Une autorité nationale compétente pourrait également prendre une décision indiquant qu'un indice de référence, dont l'utilisation au sein de l'UE ne dépasse pas 50 milliards d'euros, remplit les conditions qualitatives requises pour être considéré comme significatif, en ce qui concerne son État membre. Ces désignations doivent rester limitées et être motivées par une décision motivée de l'autorité compétente, exposant en termes clairs les raisons pour lesquelles un indice de référence est significatif.

Les autorités compétentes devraient publier les décisions de désignation et l'AEMF devrait compiler toutes les décisions de désignation qu'elles ont prises. Cela permettra aux utilisateurs de vérifier facilement le statut de désignation des indices de référence qu'ils ont l'intention d'utiliser. Les entités contrôlées devraient être tenues de consulter régulièrement ces sources pour vérifier le statut de désignation de tout indice de référence qu'elles ont l'intention d'utiliser.

Un système parallèle pour la désignation des indices de référence non européens comme significatifs selon des critères qualitatifs est établi. Dans ce cas, la responsabilité serait confiée à l'AEMF, qui agira à la demande d'une ou plusieurs autorités compétentes. Les critères qualitatifs sont similaires à ceux utilisés pour la désignation des indices de référence de l'UE, de même que les mesures visant à garantir la transparence des désignations.

Champ d'application des règles applicables aux indices de référence, utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines exigences en matière de signalement

2023/0379(COD) - 27/03/2025 - Position du Conseil

Le Conseil a adopté sa **position en première** lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2016/1011 en ce qui concerne le champ d'application des règles applicables aux indices de référence, l'utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines obligations d'information.

L'objectif général du règlement proposé est d'alléger la charge réglementaire pesant sur les administrateurs d'indices de référence qui ne sont pas importants sur le plan économique dans l'UE en les excluant du champ d'application du règlement sur les indices de référence et en réduisant sensiblement le nombre d'administrateurs d'indices de référence soumis à ses exigences. En outre, la proposition vise à mettre en place un cadre simplifié pour les indices de référence de pays tiers dans l'UE.

La position du Conseil en première lecture comprend les principaux éléments suivants :

Surveillance des administrateurs d'indices de référence de pays tiers dans l'UE

La position du Conseil accorde à l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) des pouvoirs de surveillance sur les administrateurs d'indices de référence de pays tiers dans l'UE. L'alignement de la surveillance de l'AEMF en matière de régimes d'aval et de reconnaissance permet de mettre tous les administrateurs de pays tiers sur un pied d'égalité. En outre, l'AEMF devient la seule autorité de surveillance de ces administrateurs, ce qui améliore la coopération transfrontière, l'efficacité réglementaire et simplification.

Régime de participation volontaire

Les administrateurs exclus du champ d'application du règlement seraient autorisés à choisir d'appliquer à titre volontaire les règles («opt-in») sous certaines conditions. Une autorité compétente pourrait désigner un indice de référence comme étant d'importance significative: i) si l'administrateur en fait la demande clairement motivée par écrit, et ii) si l'indice de référence est utilisé dans une combinaison d'indices de référence dans l'UE comme référence pour des instruments financiers, des contrats financiers ou des fonds d'investissement d'une valeur moyenne totale d'au moins 20 milliards d'EUR.

Indices de référence liés aux allégations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG)

La position du Conseil oblige les administrateurs des indices de référence «transition climatique» de l'Union et des indices de référence «accord de Paris» de l'Union, à disposer d'un enregistrement, d'un agrément, d'une reconnaissance ou d'un aval. Elle prévoit également:

- l'obligation d'utiliser l'acronyme «CTB» pour les indices de référence «transition climatique» de l'Union et l'acronyme «PAB» pour les indices de référence «accord de Paris» de l'Union, ce qui permettra d'éviter les dénominations trompeuses;
- l'obligation, pour les administrateurs qui font l'objet d'une surveillance au titre du règlement (UE) 2016/1011 pour au moins un de leurs indices de référence, de publier des informations ESG pour tous leurs indices de référence qui poursuivent des objectifs ESG.

Par ailleurs, la Commission européenne évaluera, au plus tard le 30 juin 2029, le caractère approprié des obligations actuelles en matière de publication d'informations ESG et leur alignement sur d'autres réglementations en matière de durabilité.

Indices de référence de taux de change au comptant

La position du Conseil introduit certaines modifications en ce qui concerne l'exemption des indices de référence de taux de change au comptant. Il est prévu de rétablir cette exemption pour garantir que les utilisateurs d'indices de référence dans l'UE aient accès à des instruments de couverture lorsque des contrôles des changes s'appliquent. La Commission serait habilitée à désigner, au moyen d'actes d'exécution, certains indices de référence de taux de change comme étant exemptés.

Indices de référence d'importance significative

Certaines modifications sont introduites en matière de désignation, de suivi et de traitement réglementaire des indices de référence d'importance significative. Outre le seuil de 50 milliards d'EUR, des critères qualitatifs ont été introduits pour déterminer les indices de référence d'importance significative. Le calcul du seuil de 50 milliards d'EUR tient désormais compte de l'éventail des variantes en termes de maturités ou de durées, de monnaies et de calcul du rendement.

Par ailleurs, la position du Conseil introduit un acte délégué habilitant la Commission à préciser la méthode de calcul du seuil de 50 milliards d'EUR et à fixer des critères clairs pour évaluer l'utilisation des indices de référence. En outre, la Commission est tenue d'examiner l'adéquation de ce seuil dans un délai de trois ans et de rendre compte de ses conclusions au Parlement européen et au Conseil.

Utilisation des indices de référence

La position du Conseil introduit un mécanisme spécifique autorisant la poursuite de l'utilisation d'un indice de référence dans les cas où il fait l'objet d'une communication au public. L'AEMF ou l'autorité compétente pourra prolonger l'utilisation d'un tel indice de référence pour une période de six à vingt-quatre mois après la publication de la communication au public. L'évaluation réalisée par l'AEMF ou l'autorité compétente repose sur des critères spécifiques introduits par le règlement modificatif, afin de veiller à ce que toute prolongation soit justifiée et limitée aux cas où elle est véritablement nécessaire.

Indices de référence de matières premières

La position du Conseil apporte des modifications au traitement réglementaire des indices de référence de matières premières afin de mieux tenir compte de leurs caractéristiques spécifiques et de garantir une charge réglementaire proportionnée. Les indices de référence de matières premières qui reposent sur des contributions d'entités non surveillées seront soumis aux règles du règlement (UE) 2016/1011 dès que la valeur notionnelle moyenne totale des instruments financiers renvoyant à l'indice de référence dépassera 200 millions d'EUR sur douze mois. Néanmoins, les indices de référence de matières premières fondés sur des données réglementées ou des contributeurs surveillés restent soumis au seuil de 50 milliards d'EUR prévu au titre des règles générales applicables aux indices de référence financiers.

Champ d'application des règles applicables aux indices de référence, utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines exigences en matière de signalement

2023/0379(COD) - 19/05/2025 - Acte final

OBJECTIF : adopter un règlement sur les indices de référence financiers afin de réduire les formalités administratives pour les entreprises de l'UE, en particulier les PME.

ACTE LÉGISLATIF : Règlement (UE) 2025/914 du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2016/1011 en ce qui concerne le champ d'application des règles applicables aux indices de référence, l'utilisation dans l'Union d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines obligations d'information.

CONTENU : les **indices de référence** sont largement utilisés par les entreprises et les investisseurs de l'UE comme référence dans leurs instruments ou contrats financiers. Le présent règlement modifie un règlement de 2016 concernant le champ d'application des règles applicables aux indices de référence, l'utilisation d'indices de référence fournis par un administrateur situé dans un pays tiers et certaines obligations d'information.

En vertu du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil, tous les administrateurs d'indices de référence, indépendamment de l'importance systémique de ces indices ou du montant des instruments ou des contrats financiers utilisant ces indices comme taux de référence ou comme indices de performance, doivent respecter des exigences très détaillées qui font peser une charge réglementaire disproportionnée sur les administrateurs d'indices de référence d'assez petite taille dans l'Union.

L'objectif du règlement modificatif est de **réduire cette charge réglementaire** en se concentrant sur les indices de référence qui présentent la plus grande importance économique pour le marché de l'Union, c'est-à-dire **les indices de référence d'importance significative et les indices de référence d'importance critique**, et sur les indices de référence qui contribuent à la promotion des politiques clés de l'Union, à savoir les indices de référence «transition climatique» de l'Union et les indices de référence «accord de Paris» de l'Union. En outre, le règlement vise à mettre en place un cadre simplifié pour les indices de référence de pays tiers dans l'UE.

Les principaux éléments du règlement sur les indices de référence modifié sont les suivants:

Indices de référence d'importance significative

Seuls les indices de référence d'importance significative ou d'importance critique demeurent dans le champ d'application du nouveau règlement. Le règlement permettra de réduire la charge réglementaire pesant sur les administrateurs d'indices de référence définis comme ne revêtant pas d'importance significative dans l'UE en les retirant du champ d'application de la législation.

Certaines modifications sont introduites en matière de **désignation, de suivi et de traitement réglementaire** des indices de référence d'importance significative. Outre le seuil de 50 milliards d'EUR, des critères qualitatifs ont été introduits pour déterminer les indices de référence d'importance significative. Le calcul du seuil de 50 milliards d'EUR tient désormais compte de l'éventail des variantes en termes de maturités ou de durées, de monnaies et de calcul du rendement. La Commission pourra adopter un acte délégué de façon à préciser la méthode de calcul du seuil de 50 milliards d'EUR et à fixer des critères clairs pour évaluer l'utilisation des indices de référence.

Autorité européenne des marchés financiers (AEMF)

La compétence de l'AEMF est étendue. Le règlement accorde à l'AEMF des **pouvoirs de surveillance** sur les administrateurs d'indices de référence de pays tiers dans l'UE. En outre, l'AEMF devient la seule autorité de surveillance de ces administrateurs, ce qui améliore la coopération transfrontière, l'efficacité réglementaire et simplification.

Régime de participation volontaire

Le règlement prévoit que les administrateurs ne relevant pas du champ d'application des règles pourront demander l'application des règles sur une base volontaire (participation volontaire), sous certaines conditions. Une autorité compétente pourra désigner un indice de référence comme étant d'importance significative: i) si l'administrateur en fait la demande clairement motivée par écrit, et ii) si l'indice de référence est utilisé dans une combinaison d'indices de référence dans l'UE comme référence pour des instruments financiers, des contrats financiers ou des fonds d'investissement d'une valeur moyenne totale d'au moins 20 milliards d'EUR.

Indices de référence de taux de change au comptant

Un régime **d'exonération** spécifique est établi pour les indices de référence de taux de change au comptant. La Commission sera habilitée à désigner, au moyen d'actes d'exécution, certains indices de référence de taux de change comme étant exemptés.

Indices de référence liés aux allégations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG)

En vertu du règlement, les administrateurs des indices de référence «transition climatique» de l'Union ou des indices de référence «accord de Paris» de l'Union doivent disposer **d'un agrément, d'un enregistrement, d'un aval ou d'une reconnaissance**, aux fins de la surveillance réglementaire et pour éviter les allégations liées aux ESG trompeuses. La Commission européenne évaluera, au plus tard le 30 juin 2029, le caractère approprié des obligations actuelles en matière de publication d'informations ESG et leur alignement sur d'autres réglementations en matière de durabilité.

Indices de référence de matières premières

Le règlement apporte des modifications au traitement réglementaire des indices de référence de matières premières afin de mieux tenir compte de leurs caractéristiques spécifiques et de garantir une **charge réglementaire proportionnée**. Les indices de référence de matières premières qui reposent sur des contributions d'entités non surveillées seront soumis aux règles du règlement (UE) 2016/1011 dès que la valeur notionnelle moyenne totale des instruments financiers renvoyant à l'indice de référence dépassera 200 millions d'EUR sur douze mois.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 8.6.2025.

APPLICATION : à partir du 1.1.2026.